



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2023-03B
1^{ER} AVRIL 2023

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Jeunes

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politique de la ville

Politiques sociales

Personnes en situation de handicap

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Protection des majeurs

Travail social

Violences

Acquisitions

AIDE A DOMICILE



Vieillir à domicile : disparités territoriales, enjeux et perspectives, 03/2023, 547 p.
<https://www.ipp.eu/publication/vieillir-a-domicile-disparites-territoriales-enjeux-et-perspectives/>

Cette publication est le résultat d'un projet de recherche de 3 ans mené par le pôle santé-autonomie de l'IPP avec le soutien de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). Ce projet a analysé trois dimensions du maintien des personnes âgées à domicile, peu explorées jusqu'ici : 1 - les trajectoires des personnes âgées en perte d'autonomie ; 2 - l'aide apportée par l'entourage ; 3 - les disparités territoriales

"Relier des services parfois isolés"

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 03/2023, n° 161, p. 22-23

Pour favoriser une meilleure organisation entre services à domicile, le Département de l'Essonne a créé sur son territoire des Saad pivots. Coordinatrice de l'une de ces structures, Marina Panero témoigne de leur action. Une préfiguration des futurs Services autonomie ?

DISCRIMINATIONS



Les discriminations en raison du genre et de l'origine supposée sur deux plateformes collaboratives

Défenseur des droits, 2023, 22 p.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/eclrg-plateformescollaboratives.pdf>

Cette étude vise à décrire le phénomène de la discrimination sur les plateformes en ligne en France, et à proposer une méthodologie permettant de dépasser la simple analyse descriptive, afin de mieux comprendre les mécanismes d'une éventuelle discrimination.



Égalité femmes-hommes dans les collectivités : libérons-nous des idées reçues
! Centre Hubertine Auclert, 2023, 13 p.

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque/ressource-externe-au-cha/livret-egalite-femmes-hommes-dans-les-collectivites-liberons>

Partant du constat que de nombreuses idées reçues perdurent sur l'égalité professionnelle dans les collectivités, le Centre Hubertine Auclert et le CIG Petite Couronne ont créé une exposition dédiée aux élu-es et agent-es des collectivités. L'objectif ? Déconstruire 8 idées reçues en s'appuyant sur les chiffres-clés des inégalités, les mécanismes sexistes à l'œuvre, le cadre légal ainsi que les leviers d'actions. La prise de conscience des structures publiques employeuses étant essentielle pour faire évoluer les pratiques et rendre effective l'égalité entre les agent-es, femmes et hommes. Le livret de l'exposition reprend chaque panneau de l'exposition et est accessible en libre accès.

"Ce sont les victimes de racisme qui en parlent le moins"

Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2023, n° 3301, p. 32-33

L'expérience de la ville diffère selon que l'on est un homme ou une femme, racisé ou non, ou encore membre de la communauté LGBT+... Pour cette spécialiste des discriminations, les stigmatisations y sont d'autant plus violentes pour les minorités qu'elles sont souvent intériorisées et très peu dénoncées.

Des outils pour lutter contre les inégalités de genre

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/03/2023, n° 2658, p. 49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40633276/des-outils-pour-lutter-contre-les-inegalites-de-genre>

Les collectivités peuvent lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes en orientant leurs budgets, subventions et commande publique en ce sens, comme l'atteste un récent rapport d'Oxfam.

Accès au rapport : <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/interpeller-sa-collectivite-pour-un-territoire-feministe/>

La ville de Strasbourg met en place un budget « sensible au genre »

Lemonde.fr, 20/03/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/20/la-ville-de-strasbourg-met-en-place-un-budget-sensible-au-genre_6166187_3224.html

La municipalité écologiste veut évaluer l'impact de ses politiques publiques sur la question de l'égalité femmes-hommes pour mieux progresser en la matière.

Les discriminations sur le marché du travail subies par les personnes d'origine maghrébine, 2023

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-discriminations-sur-le-marche-du-travail-subies-par-les-personnes-dorigine>

Les personnes d'origine maghrébine sont moins souvent recontactées par les recruteurs, elles connaissent un risque de chômage plus fort et elles déclarent plus souvent qu'un emploi leur a été injustement refusé.

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Réussir une transition écologique juste - Résumé d'étude, 2023



<https://www.lelabo-ess.org/reussir-une-transition-ecologique-juste-resume-d-etude>

Quelle place, quel rôle pour les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans une transition écologique juste ? L'étude analyse, d'une part, les pratiques d'initiatives agissant aujourd'hui dans le sens d'une transition écologique juste, d'autre part, elle présente des principes d'action et des propositions opérationnelles pour accompagner et renforcer la contribution de l'ESS à cette transformation.

Au terme d'un travail de recherche de plus d'un an, le Labo de l'ESS vous livre les principales conclusions de son étude « Réussir une transition écologique juste ».

ENFANCE ET FAMILLE

Accueil de la petite enfance



Replay du webinaire - Le référent santé accueil et accueil inclusif

CNFPT, 21/03/2023, 120 mn

<https://video.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/videos/vi1MrScJ2Xo7a8pIfNGgy7TM>

Le décret du 30 août 2021 relatif aux assistantes maternelles et aux établissements d'accueil du jeune enfant institue, par son article R. 2324-39 du CSP, la fonction de référent santé et accueil inclusif (RSAI). À partir du 1er septembre 2022, l'ensemble des crèches doivent disposer d'un RSAI. Pour les micro crèches, la mise en conformité est prévue au 1er janvier 2023. Afin d'accompagner les collectivités dans l'application de ce décret, le CNFPT a proposé un webinaire sur le cadre d'intervention et les missions du référent santé et accueil inclusif

Accès aux ressources documentaires :

<https://padlet.com/berangerequillet/le-r-f-rent-sant-et-accueil-inclusif-6bi2g5xk2fj6j2q9>

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/reforme-des-modes-daccueil-publication-de-la-troisieme-faq>

La DGCS vient de mettre en ligne la troisième FAQ sur la réforme NORMA. Le point sur les principales précisions apportées notamment en ce qui concerne la composition des équipes. L'idée de ces FAQ étant, rappelons-le, de répondre aux questions des professionnels et des gestionnaires et de limiter les éventuelles interprétations divergentes notamment des services de PMI.

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/vie-professionnelle/organisation-et-pratiques-professionnelles/les-droits-de-lenfant-accueilli-en-creche>

Marie Defrance, aujourd'hui responsable du service petite enfance de la ville d'Auxerre, est Éducatrice de jeunes enfants depuis 27 ans. C'est à partir de cette expérience (elle a été directrice de crèche et coordinatrice petite enfance formatrice à l'IRTS de Montrouge) et forte de ses convictions, qu'elle a entrepris avec ses équipes de travailler sur les droits des enfants accueillis en crèche. Une prolongation très concrète de la Charte nationale du jeune enfant qui doit donner des clefs (pas des recettes) aux directrices et aux équipes de professionnelles pour ne plus en « être dans un travail approximatif » dit-elle mais dans un juste accompagnement des enfants en tenant compte de toutes les données théoriques sur le développement de l'enfant, régulièrement enrichies par de nouvelles études ou découvertes.

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/formation-droits/les-politiques-petite-enfance/plan-creches-2018-2021-les-infos-cles-retenir-du-premier-bilan-de-la-cnaf>

C'est une note interne qui aurait dû rester bien au chaud au sein de la commission d'action sociale de la Cnaf. Et pourtant, le « bilan du soutien à l'investissement pour la création des places d'accueil du jeune enfant par le Plan Crèches » a fuité fin février. Quels sont les résultats obtenus en termes d'investissement dans le cadre des Plans Crèches et Rebond. Quelques éléments de décryptage.

Le référent santé et accueil inclusif [Dossier] / STANISLAWSKI Laëtitia

Cahiers de la puériculture (Les), 02/2023, n° 364, p. 11-29

Au sommaire

- Le référent santé et accueil inclusif, un nouveau mode d'exercice pour les puéricultrices
- Le guide du référent santé et accueil inclusif, un support indispensable
- Rôle du référent santé et accueil inclusif dans le repérage et la protection de l'enfance
- Bien communiquer, une première étape essentielle pour le référent santé et accueil inclusif

Les écrits professionnels, un défi à relever ! / LE GAT Marie-Paule

Métiers de la petite enfance, 03/2023, n° 315, p. 32-34

Les professionnels de la petite enfance écrivent peu au sujet de leur quotidien et de leurs pratiques, ce qui ne favorise pas la visibilité et la lisibilité du travail qu'ils effectuent dans les différents lieux d'accueil. Comment valoriser ces temps d'écriture, qui invitent à faire le point, se questionner, monter des projets, parler de soi et de son métier, partager son vécu ? Un défi qui peut être relevé, à condition de bien le penser en amont.

La bienveillance, un état de (belle) âme / CHAUBET Jean-Pierre

Métiers de la petite enfance, 03/2023, n° 315, p. 26-27

Comment amener de futurs professionnels de la petite enfance à dépasser le paradoxe qui existe entre un comportement bienveillant à l'égard des tout-petits et ce qu'ils ont souvent vécu lors de leur propre scolarité ? En effet, nombre d'entre eux ont tendance à penser que les contraintes de la vie – et particulièrement celles présentes à l'école – doivent être inculquées aux plus jeunes afin de les y préparer, faisant alors fi de la bienveillance. Or, susceptible d'être imitée, cette dernière peut se répandre dans la société.

Quand les pratiques suscitent de l'anxiété chez les professionnels / RAMEAU Laurence

Métiers de la petite enfance, 03/2023, n° 315, p. 24-25

Un changement positif des représentations relatives à l'éducation des petits s'est opéré depuis la fin du xx^e siècle. Faisant suite à l'évolution de la société, aujourd'hui basée sur l'individu, les pratiques éducatives en cours au sein des établissements d'accueil du jeune enfant se sont modifiées. Elles se sont orientées vers la réponse aux besoins immédiats des tout-petits, oubliant que l'éducation avait pour objectif de conduire à l'émancipation, c'est-à-dire à l'indépendance et à l'autonomie. Ces façons de faire engendrent un climat de peur, défavorable au développement des enfants.

Accueillir le handicap en crèche / CAVELIER Mathilde

Métiers de la petite enfance, 03/2023, n° 315, p. 9-23

- Inclusion ou intégration ?
- Appréhender en équipe l'accueil d'un enfant en situation de handicap et de sa famille
- Communiquer avec les parents d'un enfant en situation de handicap
- Enjeux psychiques des logiques d'inclusion dans l'accueil du jeune enfant en situation de handicap
- Une place pour chacun au sein des structures petite enfance
- Il s'agit bien d'accueillir des enfants

Le référent santé et accueil inclusif [Dossier] / STANISLAWSKI Laëtitia

Cahiers de la puériculture (Les), 02/2023, n° 364, p. 11-29

Au sommaire

- Le référent santé et accueil inclusif, un nouveau mode d'exercice pour les puéricultrices
- Le guide du référent santé et accueil inclusif, un support indispensable
- Rôle du référent santé et accueil inclusif dans le repérage et la protection de l'enfance
- Bien communiquer, une première étape essentielle pour le référent santé et accueil inclusif

Développement de l'enfant

L'enfant face à la guerre / ROMANO Hélène

Métiers de la petite enfance, 03/2023, n° 315, p. 28-31

La guerre était, jusqu'au début de l'année 2022, une réalité lointaine pour les enfants français. Si elle a toujours existé, y compris dans des pays kilométriquement peu éloignés de l'Hexagone, si l'armée française reste déployée dans une multitude de territoires, le déclenchement de ce conflit armé, le 24 février 2022, a bouleversé tous nos repères. La réalité de la guerre ne peut dorénavant plus être cachée aux enfants qui y sont exposés quotidiennement via les médias, qui voient de petits Ukrainiens accueillis dans leur classe, qui sont confrontés à l'inquiétude de leurs parents et des adultes en général. Comment les plus jeunes comprennent-ils la guerre ? Comment en parlent-ils et quels sont les effets de ces conflits sur leur devenir ?

Parentalité

Le Monde Les mercredis de l'enfer des parents en télétravail : « Ma journée est complètement saucissonnée ! »

Lemonde.fr, 30/03/2023

https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2023/03/30/les-mercredis-de-l-enfer-des-parents-en-teletravail-ma-journee-est-complementement-saucissonnee_6167625_4497916.html

En France, neuf écoliers sur dix n'ont pas classe le mercredi. Certains parents en profitent pour essayer de passer du temps avec eux, sans pour autant mettre leur travail en pause. Au prix de journées hachées, et d'une bonne dose de culpabilité.

Santé mentale



La pédopsychiatrie : Un accès et une offre de soins à réorganiser

Cour des comptes, 2023, 141 p.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-pedopsychiatrie>

Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 13 % environ des enfants et adolescents présentent au moins un trouble psychique, c'est-à-dire une affection perturbant la santé mentale et pouvant prendre des formes et des expressions très différentes. Bien que le manque de données concernant la situation française rende difficile l'estimation des effectifs concernés, on peut néanmoins estimer qu'environ 1,6 million d'enfants et adolescents souffrent d'un trouble psychique. Comme dans les autres pays de l'OCDE, l'épidémie de covid 19 a eu pour effet d'augmenter dans des proportions importantes les troubles psychiques chez les enfants à partir de 10 ans et chez les adolescents. Le rapport publié ce jour par la Cour des comptes vise à quantifier les besoins de soins psychiques infanto-juvéniles en évaluant la prévalence des troubles et l'offre disponible, et à analyser l'organisation de l'offre de soins, sa répartition sur le territoire et son coût pour les finances publiques.

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Lutte contre les maltraitances : sur la piste des bonnes pratiques

Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2023, n° 3301, p. 6-11

Selon l'Organisation mondiale de la santé, environ une personne âgée de plus de 60 ans sur six a été victime d'une forme de maltraitance dans son environnement familial au cours de l'année écoulée. A l'échelle internationale, les moyens de lutter contre ce phénomène diffèrent selon les pays. Et, en la matière, la France joue les lanternes rouges.

- Cap sur la bientraitance : expérience du CD de l'Ain
- "Les professionnels ont des rapports différents à la violence"

ESSMS : comment signaler les événements indésirables graves

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 14-18

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux sont tenus de signaler aux autorités administratives tout événement indésirable grave. Une démarche qui permet d'éviter de répéter les mêmes erreurs et de renforcer la protection des publics accueillis. Présentation des différentes déclarations et procédures à mettre en œuvre.

IMMIGRATION



Projet de loi « Immigration et intégration » : le décryptage, 03/2023

<https://www.icmigrations.cnrs.fr/defacto/defacto-actu-001/>

En collaboration avec Désinfox-Migrations, l'Institut Convergences Migrations se penche sur les aspects saillants de ce projet de loi et propose leur analyse critique dans un numéro spécial Actu de sa revue De Facto.

Immigrés et descendants d'immigrés / INSEE, 30/03/2023

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6793391>

Portrait social des immigrés et de leurs descendants

Les discriminations sur le marché du travail subies par les personnes d'origine maghrébine, 2023

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-discriminations-sur-le-marche-du-travail-subies-par-les-personnes-dorigine>

Les personnes d'origine maghrébine sont moins souvent recontactées par les recruteurs, elles connaissent un risque de chômage plus fort et elles déclarent plus souvent qu'un emploi leur a été injustement refusé.

Le Monde Un plan pour mieux orienter les migrants

Monde (le), 30/03/2023, p. 10

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/29/immigration-le-plan-du-gouvernement-pour-mieux-orienter-les-demandeurs-d-asile-en-dehors-de-la-region-parisienne_6167360_3224.html

Ils seront incités à partir en province, où un hébergement et un meilleur accès à leurs droits leur seront garantis

Travailleurs étrangers

Entreprise et carrières, 27/03/2023, n° 1617, p. 4-13

Au sommaire :

- Marché du travail : Travailleurs étrangers, totem ou tabou
- Immigration : En Côte d'Ivoire, les candidats au départ sont nombreux
- Formation : "Nos salariés étrangers font grandir l'entreprise"
- Emploi : La grande bataille du personnel soignant
- Recrutement : Le Canada cherche lui aussi des infirmières
- Main d'oeuvre : Le Québec veut avant tout attirer des francophones

Immigration et asile : le droit français à l'épreuve du droit de l'Union / POULY Christophe

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/03/2023, n° 10, p. 478-485

La présentation d'un nouveau projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration nous donne l'occasion de dresser un bilan de la conformité du droit de l'Union, après près d'une vingtaine d'années de directives, de règlements et de jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. L'intégration du droit de l'Union dans un domaine aussi sensible que l'immigration et l'asile s'est heurtée à d'importantes résistances, les autorités françaises faisant preuve d'attentisme, voire de souverainisme.

INSERTION

RSA : la Seine-Saint-Denis se retire de l'expérimentation « France Travail »

Echos (les), 29/03/2023, Cahier entreprises et collectivités p. 1

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/rsa-la-seine-saint-denis-se-retire-de-l experimentation-france-travail-1919623>

Le département le plus pauvre de France métropolitaine a finalement décidé de ne pas participer à l'expérimentation, qui prévoit de conditionner le versement du RSA à l'exercice de 15 à 20 heures d'activité hebdomadaire. Son président, Stéphane Troussel invoque une divergence de conception du rôle des aides sociales.

L'expérimentation du RSA conditionné est « un recul considérable » (Serge Paugam)

Atd-quartmonde.fr, 28/03/2023

<https://www.atd-quartmonde.fr/l experimentation-du-rsa-conditionne-est-un-recul-considerable-serge-paugam/>

À l'occasion des 15 ans du site d'informations en ligne Mediapart, une cinquantaine de personnes ont assisté, samedi 25 mars, au débat « Des droits aux devoirs... l'inquiétante évolution de la protection sociale à l'égard des plus pauvres » à Paris, avec la présidente d'ATD Quart Monde, Marie-Aleth Grard, le sociologue Serge Paugam et le directeur de la Drees, Fabrice Lengart.

Un traitement de données personnelles partagées entre acteurs de l'insertion créé par décret

Localtis.info, 23/03/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/un-traitement-de-donnees-personnelles-partagees-entre-acteurs-de-linsertion-cree-par-decret>

Le décret n°2023-188 du 17 mars 2023 crée un nouveau traitement de données personnelles, intitulé "Parcours insertion emploi". Son objectif : faciliter le partage de renseignements entre acteurs du service public de l'emploi et de l'insertion, concernant les personnes en difficulté : nature des prestations perçues, informations sur la situation familiale, sociale, professionnelle, freins à l'emploi, voire données concernant la santé. Le décret vient appliquer la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, qui renforce la logique administrative du "dites-le nous une fois".

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047318824>

Insertion - Making Waves, la radio de tous les dialogues

Actualités sociales hebdomadaires, 17/03/2023, n° 3299, p. 24-27

« Faire de la radio pour retrouver confiance, espoir, un emploi » : c'est le mot d'ordre de l'association Making Waves, qui organise depuis 2020 des ateliers dans des missions locales, des prisons, des hôpitaux. A chaque fois, le sac des intervenants déborde d'enregistreurs, de micros et autres bonnettes... A Rosny-sous-Bois, en région parisienne, la structure a même créé un chantier d'insertion professionnelle par la radio, avec succès.

<https://mkwaves.org/>

Insertion, nature . . . La Ferme des possibles fournit bien plus que des légumes

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/03/2023, n° 2657, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/857391/insertion-nature-la-ferme-des-possibles-fournit-bien-plus-que-des-legumes/>

La coopérative Novaedia répond à des préoccupations sociales et écologiques en réinsérant des personnes grâce un projet qui va du champ à l'assiette.

Sa ferme, à Stains (Seine-Saint-Denis), est un outil d'inclusion et un espace de nature pour les riverains. Les entreprises bénéficient des services de livraison de fruits et de restauration-traiteur.

La production, la transformation et la commercialisation des produits maraîchers est assurée par des travailleurs en situation de handicap et des jeunes en insertion.

Top départ pour l'expérimentation France Travail en Loire-Atlantique

Localtis.info, 21/03/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/top-depart-pour-l experimentation-france-travail-en-loire-atlantique>

En avril, le département de la Loire-Atlantique devrait démarrer l'expérimentation locale du projet France Travail, à Saint-Nazaire. L'État doit mettre sur la table 1 million d'euros.

JEUNES



[Vidéo] Adolescents en détresse, parents impuissants : quel accompagnement du professionnel ?

Yapaka.be, 31/03/2023, 5 :58 mn

https://www.youtube.com/watch?v=iRG_RiMgbsl&t=2s

Un entretien avec Sophie Maes (05 :45), pédopsychiatre.

Il n'est pas toujours facile pour un professionnel de trouver la juste place à donner aux parents des jeunes qu'il accompagne. Les jeunes eux-mêmes sont bien souvent en difficulté de s'ouvrir à leurs parents sur leur souffrance : peur de les inquiéter, peur de les voir s'effondrer, peur de les culpabiliser. Quant aux parents, l'absence d'informations sur ce qui se passe est une énorme source d'inquiétude et parfois d'angoisse.

<https://theconversation.com/pour-sinformer-les-jeunes-ont-ils-delaissent-les-medias-traditionnels-202457>

Si les jeunes s'éloignent de la presse papier, ils ne se désintéressent pas de l'actualité et vivent dans un flux continu d'information numérique. Explications en cette semaine des médias à l'école.

**Jeunesses : pouvoir de dire, pouvoir d'agir**

CESER Pays-de-la-Loire, 01/02/2023

<https://www.youtube.com/watch?v=pVvYDvHmuQY&t=32s>

Replay en 2 parties du colloque organisé le 1er février 2023.

<https://www.youtube.com/watch?v=hrbH3kkrPNO>

Le(s) « nous » des jeunes des quartiers populaires [Dossier]

Agora débats/jeunesse, 2023, n° 93, p. 54-155

<https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2023-1.htm>

Au sommaire :

- Introduction - Le(s) « nous » des jeunes des quartiers populaires : évolution des frontières et des affiliations
- L'histoire comme héritage commun pour des jeunes de quartiers populaires ?
- Les structures et les professionnel·e·s de jeunesse dans les quartiers populaires : (dé)construire le « nous » des quartiers ?
- Une place à prendre ? Les « jeunes » dans les espaces publics d'un quartier en gentrification
- Les jeunes des quartiers populaires face aux transformations de leur lieu de vie : une communauté d'expérience contrastée
- Le « nous » négocié des jeunes du pavillonnaire modeste - Étude de cas en Seine-et-Marne

Dépression : la longue peine de la promo Covid

Libération, 15/03/2023, p. 2-5

Trois ans après l'annonce du premier confinement, les jeunes adultes continuent de subir les conséquences psychologiques de la crise sanitaire. Une large étude de l'Université de Bordeaux démontre la profondeur de leur mal-être.

- "Les jeunes en détresse ont besoin d'être reçus très vite", Nicolas Franck, psychiatre
- Une psy de rue, aubaine incongrue pour les jeunes du Pas-de-Calais

Le Monde Face à la phobie scolaire, l'éducation nationale désespérée : « Ces élèves ne se sont réellement jamais déconfinés »

Lemonde.fr, 19/03/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/19/face-a-la-phobie-scolaire-l-education-nationale-desemparee-ces-eleves-ne-se-sont-reellement-jamais-deconfines_6166098_3224.html

Alors que le nombre d'élèves frappés par des troubles anxieux augmente, infirmières, conseillers d'éducation, enseignants et chefs d'établissement racontent leurs efforts pour mettre en place un accueil personnalisé et éviter la déscolarisation, et leurs difficultés.

LOGEMENT

**Pour les SDF de Grenoble, le logement d'abord**

Monde (le), 15/03/2023, p. 12

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/14/sdf-la-politique-du-logement-d-abord-cherche-un-second-souffle-cinq-ans-apres-son-lancement_6165444_3224.html

En 2017, le gouvernement a lancé un plan salué par les associations qui demandent sa généralisation.

<https://www.vivrefm.com/posts/2023/03/logement-inclusif-penser-au-futur-de-l-habitat-plutot-qu-a-l-habitat-du-futur>

Embarquer de la domotique ou de la haute technologie dans les logements inclusifs occupés par les personnes les plus fragiles est une nécessité.

Si le confort, la sécurité et les interactions sociales doivent rester au coeur de l'utilisation de ces technologies, les évolutions et la recherche permettent d'y ajouter la prévention des risques. Une anticipation invisible des comportements dans le logement comme dans la ville qui donne tous les paramètres à l'humain ensuite pour décider du type d'intervention nécessaire. . .si nécessaire. Et si cela est souhaité par l'habitant.

Le deuxième plan « Logement d'abord » doit être plus ambitieux / AUFFRET Marianne, DE BROCA Arnaud, CUNY Sébastien

Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2023, n° 3301, p. 36-37

Les grands axes du plan « Logement d'abord 2 » ont été présentés le 1er février dernier. Réunies au sein des Acteurs du logement d'insertion (ALI), quatre associations précisent leurs attentes face aux besoins en constante augmentation. Elles demandent, entre autres, de véritables moyens pour leur permettre de réaliser leurs missions.

Logement : Faut-il construire ou rénover ? / DRIANT Jean-Claude, BABUT Rémi

Cahiers français, 03/2023, n° 432, p. 90-101

Face au défi de la neutralité carbone, la rénovation semble devoir s'imposer. Mais le choix entre la rénovation et la construction de logements doit-il uniquement reposer sur les contraintes environnementales ?

PAUVRETE

Le Pacte des solidarités repoussé à la fin du printemps

Média social (Le), 30/03/2023

https://www.lemediasocial.fr/le-pacte-des-solidarites-repousse-a-la-fin-du-printemps_xJvh9X

La question taraude nombre d'acteurs de la lutte contre la pauvreté : que devient donc le Pacte des solidarités, d'abord annoncé pour janvier, puis reporté à la mi-mars par le ministre Jean-Christophe Combe ?

En 2021, un enfant sur dix ne part pas en vacances pour des raisons financières

Insee Focus, 23/03/2023, n° 294

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6964508#onglet-1>

En 2021, un enfant âgé de 1 à 15 ans sur dix ne part pas en vacances pour des raisons financières. Plus largement, un enfant sur trois subit au moins une privation parmi une liste de quinze éléments de la vie courante reconnus nécessaires, dont dix propres aux enfants. 10,6 % des enfants subissent au moins trois de ces privations et se trouvent ainsi en situation de « privation matérielle spécifique aux enfants ». Pourtant, au sein d'un même ménage, les enfants souffrent moins de certaines privations que leurs parents ; ainsi, parmi les ménages dans lesquels les parents ont déclaré ne pas pouvoir partir en vacances au moins une semaine pour des raisons financières, un sur deux seulement déclare que les enfants ne peuvent pas partir en vacances non plus. Depuis 2009, la proportion d'enfants en situation de privation matérielle spécifique aux enfants a diminué, mais les conditions de vie des enfants restent plus difficiles pour ceux vivant en famille monoparentale (un enfant sur quatre est exposé au risque de privation matérielle spécifique en 2021) ou nombreuse (un sur six). En 2021, 6,1 % des enfants de moins de 16 ans cumulent risque de pauvreté monétaire et privation matérielle spécifique aux enfants.

Accueil de jour pour femmes : au Tambour, la sororité comme plus-value

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 21-25

L'association lyonnaise Au Tambour propose aux femmes sans domicile ou en situation d'isolement un accueil de jour unique, non mixte. A travers des permanences hebdomadaires, les salariées proposent une approche différente du travail social, hors du cadre institutionnel.

<https://www.autambour.fr/>

THE CONVERSATION

À l'université, le cercle vicieux de la précarité étudiante / BUGEJA Fanny, FROUILLOU Leila

TheConversation.com, 23/03/2023

<https://theconversation.com/a-luniversite-le-cercle-vicieux-de-la-precarite-etudiante-201914>

À l'heure où le recours aux banques alimentaires explose et où la réforme des bourses étudiantes se fait attendre, la précarité de la jeunesse devient un sujet central.

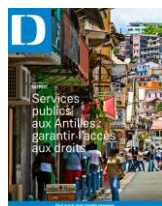
Non-recours

Simplification administrative : Le versement de certaines allocations va devenir « automatique », ou presque

20minutes.fr, 27/03/2023

<https://www.20minutes.fr/societe/4029769-20230327-simplification-administrative-versement-certaines-allocations-va-devenir-automatique>

Pour éviter les prestations sociales non réclamées, la caisse d'allocations familiales (CAF) va désormais verser certaines allocations « à la source »



Services publics aux Antilles : garantir l'accès aux droits

Défenseur des droits, 03/2023, 60 p.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-antilles_20230317.pdf

Au titre de ses missions de défense des droits des usagers des services publics et de lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits veille à l'effectivité de l'égalité d'accès aux droits sur l'ensemble du territoire national.

Dans la continuité des travaux conduits par l'institution sur les obstacles à l'égalité réelle dans les territoires ultramarins, la Défenseure des droits a souhaité engager une nouvelle mission aux Antilles afin de mettre en lumière les difficultés rencontrées quotidiennement par leurs habitants dans l'exercice de leurs droits. Dans cette perspective, une délégation de ses services a été diligentée pour se rendre en Guadeloupe et en Martinique, du 23 novembre au 3 décembre 2022, afin de rencontrer les acteurs locaux et de recueillir leurs expertises.

Sous la direction de George Pau-Langevin, adjointe chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, et de Daniel Agacinski, délégué général à la médiation, et avec l'appui de Christelle Cardonnet, cheffe du pôle régional Antilles-Guyane, et de Mariam Chadli, conseillère au secrétariat général, plus de 50 entretiens ont été conduits sur place auprès d'élus locaux, de représentants associatifs, professionnels et syndicaux, de responsables administratifs, et de magistrats des ordres administratif et judiciaire, ainsi que des délégués de l'institution.

C'est sur le fondement de ces échanges et de l'analyse des réclamations adressées à l'institution que le Défenseur des droits a pu croiser les regards sur le fonctionnement des services publics aux Antilles.

Le présent rapport, dont la rédaction a été coordonnée par Mariam Chadli, en dresse un état des lieux et formule des préconisations susceptibles de renforcer l'effectivité de l'accès aux services publics pour mieux respecter les droits des usagers sur ces territoires.

Précarité alimentaire

Le Monde L'inflation bouscule les habitudes alimentaires
Monde (le), 30/03/2023, p. 14-15

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/03/29/comment-l-inflation-a-modifie-le-chariot-de-courses-des-francais_6167357_3234.html

Moins de viande et de poisson frais, des marques peu chères, des plats tout prêts. . . En période de flambée des prix, des produits alimentaires, les ménages arbitrent sans cesse, et les courses se font au jour le jour.

“L'aide alimentaire est devenue un marché de la faim”

Actualités sociales hebdomadaires, 17/03/2023, n° 3299, p. 30-31

Pour les besoins de son enquête, Bénédicte Bonzi a travaillé aux Restos du cœur pendant cinq ans. Elle décortique les mécanismes qui amènent l'aide alimentaire à perpétuer les inégalités sociales au détriment des bénéficiaires. Pour garantir le droit à se nourrir correctement, elle propose la création d'une sécurité sociale de l'alimentation.

<https://www.youtube.com/@pourunesecuritesocialedela3513>

"Quand on distribue de la nourriture, on est au cœur de l'injustice", Bénédicte Bonzi, anthropologue

Libération, 15/03/2023, p. 21

L'anthropologue a suivi pendant cinq ans des bénévoles de l'aide alimentaire, dont dépendent huit millions de Français. Plaidant pour une sécurité sociale de l'alimentation, elle analyse les difficultés d'un système qui convient à l'urgence mais ne permet pas de bien se nourrir au quotidien.

<https://www.theses.fr/241598516>


<https://fr.linkedin.com/in/b%C3%A9n%C3%A9dicte-bonzi-59741067>

L'épicerie sociale et solidaire du CCAS ou le melting pot de l'action sociale

Territoires du social, 03/2023, n° 536, p. 28-30

Les épiceries sociales et/ou solidaires sont des acteurs majeurs de l'aide alimentaire et de la lutte contre le gaspillage. 72% des CCAS délivrent une aide alimentaire et plus de 300 épiceries sociales et/ou solidaires sur les 942 nationales sont gérées au sein des réseaux de l'UNCCAS.

Précarité énergétique

 **15' en Aparté : la précarité énergétique**

Résovilles, 15/03/2023, 15 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=RmeNkiZ5Yn0>

15' en Aparté avec Mathilda Grille, Association Alisée Aujourd'hui en France, 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique, soit 1 personne sur 5 qui ne possède pas les ressources suffisantes pour se chauffer. Mathilda Grille de l'association Alisée, développe ce que recouvre la notion de précarité énergétique. Elle présente les résultats d'une étude sociologique définissant les stratégies élaborées par les ménages face à la précarité énergétique. Elle complète son propos en donnant des ressources et conseils, particulièrement intéressants pour les habitant-e-s

Précarité menstruelle / Hygiène

THE CONVERSATION

Précarité menstruelle / RIOU Alice

TheConversation.com, 30/03/2023

<https://theconversation.com/precarite-menstruelle-quand-le-politique-et-leconomique-sinvitent-dans-lintime-202881>

Le 6 mars 2023, deux jours avant la Journée internationale des droits des femmes, la première ministre Élisabeth Borne a annoncé le remboursement par la Sécurité sociale des protections périodiques réutilisables. Elle a précisé que ce serait, pour les moins de 25 ans, sans ordonnance, à partir de 2024. Cette annonce a ravivé le sujet de la « précarité menstruelle », qui se déploie dans les sphères politiques, économiques et intimes, quitte à se télescoper parfois.

Un tiers des français renonceraient à l'achat de produit d'hygiène

Libération, 22/03/2023, p. 16-17

Le réseau associatif Dons solidaires publie la troisième version de son baromètre sur la précarité hygiénique. Les Français seraient de plus en plus nombreux à souffrir de cette problématique invisible, tout aussi éprouvante à vivre que les précarités alimentaires et énergétiques.

<https://www.donsolidaires.fr/barometre-2023-de-plus-en-plus-de-francais-touche-par-la-precarite-hygenique/>

Surendettement



L'accompagnement budgétaire des ménages dans le travail social : prévenir et accompagner [Bibliographie] / RESEAU DES DOCUMENTALISTES

CNFPT, 16/03/2023

<https://padlet.com/berangerequillet/l-accompagnement-budg-taire-des-m-nages-dans-le-travail-soci-m4mzp676jf019w3k>

Padlet de ressources documentaires réalisé à l'occasion du webinaire "L'accompagnement budgétaire des ménages dans le travail social : prévenir et accompagner", organisé le 16 mars par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.

Replay disponible :

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/prnhaphkzotu/>

PERSONNES AGEES

THE CONVERSATION

Vieillir, l'âge est-il un bon repère / MONFORT Emmanuel

TheConversation.com, 19/03/2023

<https://theconversation.com/vieillir-lage-est-il-un-bon-repere-200760>

Le processus de vieillissement est complexe, hétérogène et dynamique. Cela peine à prendre sa place dans le discours public, où une approche par l'âge, trop simplificatrice, prédomine encore.

Dominique Libault épingle la politique qualité de la prise en charge des personnes âgées

Hospimedia, 28/03/2023

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20230327-usagers-dominique-libault-epingle-la-politique-qualite-de>

La réglementation protège les droits des personnes âgées en établissement. Sur le terrain, les situations sont hétérogènes. Grand témoin des entretiens du Conseil d'État sur la place des usagers, Dominique Libault livre son analyse et s'interroge concernant la politique qualité en Ehpad.

Ehpad



Renforcer le GCSMS pour accélérer l'évolution de l'offre d'EHPAD publique

Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux, 2023, 16 p.

<https://www.anap.fr/s/article/renforcer-GCSMS-pour-accelerer-l-evolution-de-l-offre-EHPAD-publique>

L'Anap a réalisé un état des lieux des GCSMS comme vecteurs de coopération entre EHPAD publics. Ce travail s'appuie sur le recueil de retours d'expériences réussis et une analyse des règles juridiques. Il identifie les leviers disponibles et préconise plusieurs pistes d'action pour amplifier le mouvement de coopération



Laboratoire des solutions de demain : quel bilan alors que la saison 1 s'achève ?

Cnsa.fr, 24/03/2023

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/laboratoire-des-solutions-de-demain-quel-bilan-alors-que-la-saison-1-sacheve>

Après plus d'un an et demi d'existence du Laboratoire des solutions de demain, installé le 12 juillet 2021, quel bilan peut-on tirer de cette première saison d'existence ? Quelles avancées a-t-il induites ? C'est ce que raconte Le Labo Saison 1 : Libérer, stimuler, développer, publié par la CNSA.



Modernisation des EHPAD : la CNSA et l'Anap lancent une Mission nationale d'appui à l'investissement médico-social (MNAI)

Cnsa.fr, 09/03/2023

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/modernisation-des-ehpad-la-cnsa-et-lanap-lancent-une-mission-nationale-dappui-a-linvestissement-medico-social-mnai>

Dans le cadre du pilotage du plan d'aide à l'investissement « Ségur », la CNSA mobilise l'Anap pour renforcer l'outillage des porteurs de projet et des Agences régionales de santé (ARS), avec la création d'une mission nationale d'appui à l'investissement immobilier médico-social (MNAI). Financée à hauteur de 1,2 million d'euros sur la période 2023 à 2025, la mission interviendra sur demande des ARS. Elle pourra accompagner 60 à 80 projets par an.

Les Ehpad développent les interventions non médicamenteuses sans référentiel national

Hospimedia, 23/03/2023

Si les recours aux thérapies non médicamenteuses se multiplient en Ehpad, l'absence de référentiel national harmonisant les pratiques se fait encore plus attendre. Les intervenants à une table ronde dédiée aux assises des soins souhaitent cet outil.

Un CRT avant l'heure à Perpignan

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 03/2023, n° 161, p. 25

L'Ehpad des jardins Saint Jacques expérimente depuis 2015 une offre d'accompagnement globale alliant les atouts de l'hébergement au suivi à domicile. Un centre de ressources territorial précurseur en somme.

Passer les frontières pour se booster !

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 03/2023, n° 161, p. 16-21

Pour faire un pas de côté, des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées franchissent les frontières, en allant, entre pairs ou avec leurs équipes, voir ce qui se fait ailleurs en matière d'accompagnement du grand âge. Une démarche au goût d'aventure, source d'inspiration, d'échanges et de regain d'énergie. Témoignages.

Liberté de culte : quel équilibre ?

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 03/2023, n° 161, p. 14-15

Débat entre Christophe Lentz, Directeur de l'Ehpad Sainte-Catherine-Labouré à Toulon et David Caramel, avocat spécialisé du droit du travail.

Quelle place accorder aux signes religieux ? Quel accueil réserver aux représentants des différents cultes ? Comment concilier croyances individuelles et vie collective ? Ou garantir la neutralité dans un établissement confessionnel ?

Logement



Bien vieillir chez soi. Bilan et perspectives pour les politiques locales de l'habitat

Agence nationale pour l'information sur le logement, 03/2023, 128 p.

https://www.anil.org/fileadmin/ANIL/Etudes/2023/personnes_agees.pdf

Afin de contribuer aux réflexions nationales sur le bien vieillir, l'ANIL propose une étude qui aborde le parcours résidentiel de nos seniors dans leur diversité et la manière dont les politiques locales de l'habitat s'en saisissent. Cette publication fait suite à une première étude réalisée par l'ANIL parue en 2010 sur la convergence des politiques publiques du vieillissement et des politiques locales de l'habitat. Celle-ci avait été menée dans le cadre du programme de la recherche «

Viellissement de la population et Habitat » du PUCA. Dix années après, les constats réalisés alors conservent-ils leur actualité et les vecteurs d'amélioration identifiés ont-ils été mis en œuvre ?

Résidences-services seniors : des résidents au niveau de vie supérieur à celui des seniors en logements ordinaires

DREES - études et résultats, 03/2023, n° 1261, 7 p.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/residences-services-seniors-des-residents-0>

Parmi les personnes de 60 ans ou plus vivant dans une résidence-services seniors en 2019, la moitié est âgée de 86 ans ou plus, soit deux ans de moins que les résidents en établissements d'hébergement pour personnes âgées (Ehpad, résidences autonomie). Les femmes représentent 73 % de ces résidents et les deux tiers d'entre elles sont veuves. La quasi-totalité des résidents perçoivent une pension de retraite, d'un montant moyen de

Métiers

Dispositif d'astreinte infirmière de nuit à destination d'établissements médico-sociaux (gériatrie et handicap) dans la région de Colmar (Haut-Rhin), retour d'expérience après deux ans de fonctionnement / AUBERTIN Nils, DI MEO Michel, DORIDANT Camille, ET AL.

Revue de gériatrie, 02/2023, n° 2, p. 101-108

Contexte : La majorité des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et des foyers de vie pour personnes handicapées en France ne disposent pas de présence infirmière la nuit. La surveillance des résidents est, dans ce cas, confiée en première ligne à un personnel aide-soignant, qui fait appel au 15 en cas de survenue d'une problématique de santé. Nombre de résidents se retrouvent ainsi transférés en Service d'accueil des urgences (SAU) pour des problématiques, telles que des sondages urinaires, qui auraient relevé d'une prise en charge infirmière. Ces adressages occasionnent de l'inconfort pour les résidents et rajoutent une surcharge de travail pour les services d'urgences.

La place de l'infirmier de pratique avancée dans la prévention de la dépendance chez les seniors / BERBON Caroline, BOYALS Sandrine, SOTO Maria
Revue de gériatrie, 02/2023, n° 2, p. 85-100

Contexte : La prévention de la dépendance des seniors est un enjeu majeur pour l'avenir de notre système de santé. Le programme de soins intégrés pour les personnes âgées (Integrated Care for Older People [ICOPE]) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) propose une démarche novatrice en cinq étapes. Plusieurs dispositifs existent déjà pour accompagner les seniors et lutter contre la dépendance.

Hypothèse : L'infirmier de pratique avancée (IPA), de par ses missions de suivi, peut avoir une place dans cette prévention de la dépendance.

Objectif : Évaluer la place donnée à la prévention de la dépendance par les IPA mention Pathologies chroniques stabilisées (PCS) lors du suivi de seniors (personnes de plus de 60 ans).

Santé des personnes âgées

Handicap et vieillesse [Dossier]

Vie sociale, 2022, n° 40, p. 9-182

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2022-4.htm>

Le vieillissement des personnes en situation de handicap constitue une composante d'un phénomène plus vaste touchant l'ensemble de la société. Mais il fait l'objet d'un traitement spécifique : la « barrière des âges », dès 60 ans, distinguant toujours le secteur des « personnes handicapées » de celui des « personnes âgées ».

Ce constat d'un traitement différencié entre deux catégories de publics entraîne diverses questions : repose-t-il uniquement sur le maintien paresseux d'une dichotomie désormais obsolète ou trouve-t-il sens dans une différenciation des besoins et aspirations de ces deux publics ?

Et si différenciation des attentes il y a, repose-t-elle sur des caractéristiques intrinsèques à ces publics ou est-elle subséquente au traitement social qui leur est réservé ?

Au sommaire :

- Introduction
- Handicapé et/ou vieux : l'importance de vivre sa vie, selon ses propres choix
- Politiques publiques, inclusion et logiques capacitaires
- Parcours de vie, autodétermination, décroisement : évolutions des pratiques professionnelles et des cadres organisationnels

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



Film "Mon frère" : l'assistantat sexuel vu par les familles, 28/03/2023

<http://www.chs-ose.org/archive/2023/03/28/film-mon-frere-l-assistanat-sexuel-vu-par-les-familles-145841.html>

L'accompagnement des personnes en situation de handicap est un sujet complexe et sensible, notamment lorsqu'il s'agit de la vie intime et sexuelle. Faute de moyens adaptés, certains aidants peuvent être amenés à accompagner jusque dans ces domaines, une contrainte qui outrepassse leur rôle. Le film "Mon frère", réalisé par Johannes Vorillon et disponible sur la plateforme Handicap.live, aborde cette thématique sous un angle différent, celui du regard familial.

<https://www.handicap.live/video/mon-frere-374>



À Bras-le-corps / BOILEAU Laurent, 2022, 52 mn

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/nantes/documentaire-a-bras-le-corps-david-martineau-homme-complet-2647804.html>

Figure politique de Nantes et de Loire-Atlantique, économiste féru de culture, David Martineau impressionne par sa personnalité et fascine par l'agilité de son corps privé de membres. À travers son portrait, le documentaire "À Bras-le-corps" interroge notre rapport à la norme physique et notre regard sur la différence.



Les dilemmes de l'école inclusive / PICON Nadia

Terra nova, 20/03/2023

<https://tnova.fr/societe/education/les-dilemmes-de-lecole-inclusive/>

Tous les enfants en situation de handicap ont le droit d'accéder à l'éducation. Mais cette « inclusion scolaire » est loin d'être effective. Quelles sont les difficultés rencontrées concrètement par les enfants, leurs familles et les équipes pédagogiques chargées de les accueillir ? Comment rapprocher les déclarations de principes et les pratiques ?

Au CCAS de Saint-Denis, une permanence MDPH pour se "rapprocher des citoyens handicapés"

Média social (Le), 31/03/2023

À Saint-Denis (93), une permanence de la maison départementale des personnes handicapées vient d'être inaugurée au sein du centre communal d'action sociale (CCAS). Une initiative rendue possible grâce à la formation des agents communaux au handicap, explique Vincent Mirou, directeur adjoint de la MDPH.

Personnes handicapées vieillissantes : "Il n'y a pas de solutions toutes faites"

Média social (Le), 14/03/2023

Le 13 mars se tenait un Conseil national de la refondation sur le thème des personnes handicapées vieillissantes. Les propositions qui en sont sorties "ne resteront pas lettre morte", a assuré le ministre des Solidarités, Jean-Christophe Combe.

Emploi

Le Monde Handicap au travail : « J'ai préféré ne rien cacher, je ne voulais pas mentir sur l'origine de mes absences »

Lemonde.fr, 23/03/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/23/handicap-au-travail-j-ai-prefere-ne-rien-cacher-je-ne-voulais-pas-mentir-sur-l-origine-de-mes-absences_6166684_3224.html

Révéler ou taire son handicap invisible à l'entreprise est un cas de conscience pour nombre de personnes concernées. Témoignages.

POLITIQUE DE LA VILLE

Ces cités éducatives qui soignent leurs partenariats

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 20/03/2023, n° 2657, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/857902/ces-cites-educatives-qui-soignent-leurs-partenariats/>

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont le terrain de nombreux dispositifs éducatifs. Les cités éducatives ambitionnent de mieux les articuler.

Les collectivités qui avaient déjà une forte culture partenariale ont profité des financements du ministère de la Ville pour repenser leur manière de construire leurs politiques.

Au lieu de regarder la cité éducative comme un instrument financier, il s'agit d'imaginer des méthodologies de gouvernance et de travail.

POLITIQUES SOCIALES



L'action sociale : entre attentes fortes des français et besoin de proximité / DUVERGER Timothée

Fondation Jean Jaurès, 27/03/2023

<https://www.jean-jaures.org/publication/laction-sociale-entre-attentes-fortes-des-francais-et-besoin-de-proximite/>

En cette période de forte mobilisation, dans quelle mesure les Français sont-ils attachés à l'action sociale, qui représente aujourd'hui 10% des dépenses de protection sociale ? Timothée Duverger, co-directeur de l'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation, tire les principaux enseignements d'une enquête d'opinion de l'UNCCAS, du point de vue des risques pour la cohésion sociale et de l'émergence de nouveaux problèmes publics.

Les CCAS jouent les pompiers face à la flambée des prix

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 27/03/2023, n° 2658, p. 14

<https://www.lagazettedescommunes.com/859363/les-ccas-jouent-les-pompiers-face-a-la-flambee-des-prix/>

Avec l'inflation, les difficultés s'accumulent pour les plus précaires... et les centres communaux d'action sociale. Ils veulent donc peser plus dans les débats nationaux.

PREVENTION DE LA RADICALISATION



Daech, les enfants fantômes / LAM TRONG Hélène

France Télévision, 02/04/2023

<https://www.france.tv/documentaires/societe/4740712-daech-les-enfants-fantomes.html>

Jamais les fils et filles de criminels n'avaient été punis au même titre que leurs parents : les enfants des djihadistes de Daech sont un cas d'école. Depuis 2019, environ 500 enfants français ont grandi dans des prisons à ciel ouvert, au mépris total de toutes les lois de protection de l'enfance. Ces cinq années écoulées ont été marquées par des revirements et par le déni des autorités françaises et, pour les familles qui se battent pour le rapatriement des enfants, par d'immenses espoirs et de violentes déceptions. Au printemps 2023, plus d'une centaine d'enfants survivent encore dans le dénuement et la violence des camps d'incarcération syriens.

Dispo en replay jusqu'au 09/08/2023



Episode 2/2 : Le terro - Les Pieds sur Terre

France culture, 28/03/2023, 29 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/episode-2-2-le-terro-8134413>

Après avoir rejoint son frère enrôlé dans les rangs de Daech en Syrie, Samy est l'un des premiers revenants français. Il est arrêté à sa sortie d'avion, et passera plus de sept ans derrière les barreaux pour association de malfaiteurs terroristes. Un récit de Marine Vlahovic



Episode 1/2 : Le terro - Les Pieds sur Terre

France culture, 27/03/2023, 29 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/episode-1-le-sortant-2848655>

En 2014, Samy a 18 ans lorsqu'il rejoint son frère enrôlé dans les rangs de Daech en Syrie. L'apprenti-djihadiste est rentré en France l'année suivante. Il est l'un des premiers revenants, arrêté à sa sortie d'avion, il a passé plus de sept ans derrière les barreaux. Un récit de Marine Vlahovic

PROTECTION DE L'ENFANCE

Dix territoires volontaires pour les comités départementaux de la protection de l'enfance

Média social (Le), 29/03/2023

https://www.lamediasocial.fr/dix-territoires-volontaires-pour-les-comites-departementaux-de-la-protection-de-l-enfance_LTU6wF

Après le Pas-de-Calais, où un tout premier comité départemental de la protection de l'enfance (CDPE) a été installé le 2 février par la secrétaire d'État Charlotte Caubel, neuf autres départements volontaires pour l'expérimentation viennent d'être répertoriés, dans un décret du 28 mars 2023.

Les premiers pas de "France enfance protégée" examinés à l'Assemblée nationale

Média social (Le), 30/03/2023

La "maison commune" de la protection de l'enfance a pu revenir sur ses trois premiers mois de fonctionnement, face à la délégation aux droits des enfants. L'occasion, pour sa présidente Florence Dabin, d'affirmer son "optimisme" pour le secteur.



Chiffres clés en protection de l'enfance au 31 décembre 2021, 03/2023, 16 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/note_chiffres_cles_pe_2021_web.pdf

Cette note statistique présente huit indicateurs au 31 décembre 2021. Si leur analyse doit être replacée dans un contexte de transition lié à la crise sanitaire et ses effets, elle permet de dégager certaines tendances, et de donner certains points de repères. Ce travail s'accompagne d'une infographie d'une page favorisant l'appropriation de ces données statistiques dans le débat public et leur utilisation par les acteurs de la protection de l'enfance

Retrait de l'autorité parentale et mesures d'assistance éducative

Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2023, n° 3301, p. 15-22

Une proposition de loi visant à mieux protéger les enfants victimes de violences intrafamiliales, en cours de discussion au Parlement, prévoit le retrait obligatoire de l'autorité parentale ou, à défaut, de son exercice dans certaines situations. L'occasion de revenir sur les conditions du retrait de l'autorité parentale et sur les mesures d'assistance éducative qui peuvent venir en aide aux parents et à leurs enfants.

<http://www.senat.fr/leg/pp122-401.html>

Désinstitutionnalisation : quelle place pour les maisons d'enfants à caractère social ?

Média social (Le), 20/03/2023

Le virage inclusif condamne-t-il les maisons d'enfants à la fermeture ? Il implique plutôt d'en briser les murs et de les sortir de l'isolement, à croire plusieurs intervenants réunis à Montpellier pour les journées de l'Association nationale des maisons d'enfants à caractère social (Anmeecs).

Protection de l'enfance - « D'abord, ne pas nuire »

Actualités sociales hebdomadaires, 17/03/2023, n° 3299, p. 6-13

Dans un livre à paraître le 23 mars aux éditions érès, « Fragments de vie d'un référent ASE », Jacques Trémintin revient sur les vingt-sept ans qu'il a passé à la protection de l'enfance. Il y expose ses échecs, ses réussites, ses questionnements, ses errements... Un hommage, à sa manière, à l'aide sociale à l'enfance qui, malgré ses « défauts » et ses « carences », fait du mieux qu'elle peut, ainsi qu'à tous les enfants et adolescents qu'il a accompagnés et dont la « force » et la « résilience » le surprennent encore. Une ode aussi à la rencontre, au cœur du travail social. Morceaux choisis.

- « Etre éducateur spécialisé, c'est assumer une part d'incertain et d'imprévisible », Philippe GABERAN, éducateur spécialisé, docteur en sciences de l'éducation

Dans le quotidien d'un juge des enfants : "Nous sommes le dernier rempart pour les protéger"
Libération, 17/03/2023, p. 11-13

«Libération» a passé six journées à Niort, auprès d'un juge des enfants, pour observer sa double mission, entre impératif de protection et suivi des mineurs délinquants.

REPLAY - Le quotidien des éducateurs de l'aide sociale à l'enfance dans le documentaire "À tes côtés", 13/03/2023

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/meurthe-et-moselle/replay-le-quotidien-des-educateurs-de-l-aide-sociale-a-l-enfance-dans-le-documentaire-a-tes-cotes-2739638.html>

ASE. Trois lettres pour tout un système d'accompagnement de l'enfance en difficulté. Trois lettres parfois décriées. Voici trois raisons de regarder le documentaire sensible de Bertrand Hagenmüller "A tes côtés" et découvrir un peu mieux le quotidien des éducateurs. À voir en replay.

Rôle du référent santé et accueil inclusif dans le repérage et la protection de l'enfance / GAUDY Isabelle

Cahiers de la puériculture (Les), 02/2023, n° 364, p. 20-24

La réforme des modes d'accueil inscrit dans la réglementation non seulement la notion et les missions du référent santé et accueil inclusif, mais aussi celle du repérage des situations de maltraitance ou d'enfants en danger. En mentionnant la nécessité de formaliser la démarche, le législateur rappelle aux structures d'accueil les fondamentaux de leur pratique professionnelle centrés sur le respect et les besoins des enfants.

Les aides financières de l'aide sociale à l'enfance : droit ou bon vouloir ? / DAADOUCHE Christophe

Revue française de service social, 2023, n° 288, p. 28-35

Les aides financières de l'aide sociale à l'enfance constituent l'un des dispositifs de la protection de l'enfance les moins connus mais aussi les moins réglementés au niveau national. Quel est leur cadre juridique ? Comme ce dispositif est-il décliné par les conseils départementaux chargés de le mettre en place ? Quelle est son application sur le terrain par les professionnels chargés de le mettre en pratique ?

https://www.anas.fr/RFSS-N-288-Aides-financieres-quels-paradoxes-pour-le-travail-social_a1994.html


Adoption

Familles adoptives, attachement et filiation : un rapport singulier à l'école ? / VINAY Aubeline,
29/06/2022

<https://rppe-86.blogspot.com/2022/01/aubeline-vinay.html>

Mon intervention se centrera sur une modalité familiale particulière autour du faire famille dans l'adoption. Après avoir présenté succinctement les grandes caractéristiques des enjeux de l'attachement et de la filiation dans les familles adoptives, nous nous interrogerons sur la place de l'école et de la scolarité dans le vécu de ces familles. Plusieurs éléments (études scientifiques, consultations adoption, témoignages, retours de formation etc.) nous permettront d'ouvrir un champ de questionnements en nous positionnant tant du côté des parents, que des enfants et des équipes professionnelles et enseignantes. L'objectif visé est de favoriser une déconstruction des clichés et représentations traditionnellement associés aux situations adoptives afin d'ouvrir sur des perspectives d'intervention et d'accompagnement mieux adaptées au vécu des familles en lien avec les cliniques contemporaines.

Grossesse des adolescentes

 **Etude qualitative subjective de la maternité chez des adolescentes accueillies en centre maternel francilien**, Onpe.gouv.fr, GOLSE Bernard, GUEGUEN Charlène, MISSONNIER Sylvain, 11/2022, 119 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/ao/rapport_final_les_maternites_adolescentes_version_en_ligne_avec_annexes.pdf

La recherche « Etude qualitative de l'expérience subjective de la maternité chez des adolescentes accueillies en centre maternel francilien » dirigée par le professeur Bernard Golse, pédopsychiatre et psychanalyste, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'université Paris-Descartes issue de l'appel à projets ouvert 2020 de l'ONPE vient d'être publiée.

Cette recherche exploratoire qualitative vise à mettre en perspective les spécificités du vécu subjectif de la maternité pendant l'adolescence et les facteurs de vulnérabilité qui l'accompagnent dans le cas de maternité adolescente suivie en centre maternel afin de prévenir les risques psycho-sociaux et déterminer les besoins de prises en charge spécifiques de ces jeunes mères et leurs enfants.

https://onpe.gouv.fr/system/files/ao/note_de_synthese_v2_recherche_maternites_adolescentes_.pdf

Mineurs non accompagnés



Recommandations sur l'accompagnement des mineurs non accompagnés en conflit avec la loi

Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 03/2023, 18 p.

<https://www.cnape.fr/recommandations-sur-laccompagnement-des-mineurs-non-accompagnes-en-conflit-avec-la-loi/>

Présente dans le débat public depuis quelques années, la question de la délinquance des mineurs non accompagnés (MNA) est aujourd'hui une préoccupation majeure pour les responsables politiques. Comme en témoignent les récentes initiatives parlementaires, la question des mineurs non accompagnés est essentiellement traitée sous le prisme de la sécurité, de l'évaluation de la minorité et de la régulation des flux migratoires.



Mineurs isolés

France culture, 23/03/2023, 29 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/mineurs-isoles-7595421>

Pendant 4 mois, des mineurs non accompagnés ont vécu sous les ponts d'Ivry-sur-Seine, en attendant d'obtenir un statut de mineur isolé, tandis que les institutions concernées se renvoyaient la balle. Récit d'un parcours d'hébergement semé d'obstacles, par Émilie Chaudet.

MNA : « Aucun outil fiable ne permet de définir leur âge »

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 28-29

Au terme de trois ans d'enquête sur les modalités d'examen de la minorité et de l'isolement des jeunes migrants, la sociologue Noémie Paté alerte sur les dysfonctionnements inhérents à la procédure. Ainsi que sur le caractère subjectif de l'évaluation qui empêche la mise en œuvre de la protection à laquelle a droit ce public.

Placement

« On n'existe pas, c'est un métier caché » : vers une pénurie de familles d'accueil pour les enfants placés, 13/03/2023

<https://basta.media/on-n-existe-pas-c-est-un-metier-cache-vers-une-penurie-de-familles-d-accueil#>

Sylvie et Alban sont assistants familiaux, activité plus connue sous le nom de famille d'accueil. Ce métier, ils l'ont appréhendé avec prudence, voire méfiance. Ils en parlent avec passion, empathie et humilité. Ce métier est menacé, écoutons-les.



Construction identitaire en situation de placement : repenser les liens et les origines /
CHAIEB Sarra, Onpe.gouv.fr, 03/2023, n° 12, 4 p.

https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/bos_12.pdf

Ce numéro porte sur la thèse publiée en 2022 de Sarra Chaïeb, finaliste du prix de thèse 2018 de l'ONPE-Fondation de France. Ce travail s'intéresse aux expériences biographiques de personnes anciennement placées au prisme des questions migratoire et religieuse. En abordant plus spécifiquement deux associations de protection de l'enfance imprégnées par le religieux (le judaïsme pour l'Œuvre de secours aux enfants et le catholicisme pour les Apprentis d'Auteuil), il ressort que les personnes anciennement placées mettent régulièrement à l'épreuve leurs assignations identitaires en s'identifiant tantôt au lieu de placement, tantôt à leur famille d'origine, réinventant de manière originale des auto-identifications.

Zelli, la web application pour les jeunes accompagnés par l'Aide sociale à l'enfance, 16/03/2023

<https://www.loire-atlantique.fr/44/enfance-familles/zelli-la-web-application-pour-les-jeunes-accompagnes-par-l-aide-sociale-a-l-enfance>

Zelli, c'est une web application qui s'adresse aux jeunes de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Son objectif ? Les préparer dès 16 ans à passer le cap des 18 ans, en regroupant des explications simples et claires sur les démarches à réaliser, les aides possibles, les services à contacter...

ASE : des portraits pour se raconter autrement

Actualités sociales hebdomadaires, 17/03/2023, n° 3299, p. 36

En septembre 2022, à l'occasion de sa fête annuelle à Villabé, dans l'Essonne, la fondation Action Enfance a inauguré une exposition de portraits racontés, réalisés par l'artiste Christine Boulanger. Sa vocation ? Changer le regard sur la protection de l'enfance tout en favorisant la découverte mutuelle en interne.

<https://visagesdenfaces.com>

Jeunes majeurs : Abdelkader et Ophélie, amarrés à La Touline

Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2023, n° 3301, p. 26-29

Implanté en France depuis 2016 par la fondation Apprentis d'Auteuil, le dispositif La Touline accompagne avec souplesse les jeunes de 18 à 25 ans, sortant de la protection de l'enfance et se retrouvant livrés à eux-mêmes à leur majorité. A Grenoble, il fêtera sa première année d'existence en juin prochain.

<https://www.apprentis-auteuil.org/nos-actions/formation-insertion/insertion-professionnelle/touline>

Majeure, ma peur. Retour sur les temps forts des Assises de la protection de l'enfance 2022

Bulletin de la protection de l'enfance (le), 2022, n° 132-135, p. 14-25

<https://lebpe.fr/lebpe/wp-content/uploads/2023/03/BPE-132-135-KS-MD.pdf>

Malgré les huit mois qui nous séparent maintenant de l'événement, le BPE souhaitait partager avec ses lecteurs quelques-uns des temps forts des dernières Assises de la protection de l'enfance qui portaient sur les jeunes majeurs et leur sortie du dispositif de protection de l'enfance. Un sujet qui interroge le sens même de la politique de protection de l'enfance et celui de l'engagement des professionnels : à quoi bon essayer de soigner le parcours de protection d'un enfant si c'est pour en "ruiner" les bienfaits avec une sortie brutale du dispositif, trop précoce, impréparée, insuffisamment accompagnée ? Retour sur quelques contributions fortes qui font réfléchir.

Violences sexuelles

Briser le silence des violences sexuelles aux enfants, 09/03/2023

<https://lemag.seinesaintdenis.fr/Briser-le-silence-des-violences-sexuelles-aux-enfants>

Il y a le silence imposé à la victime par son agresseur, celui généré par la pression sociale. Il y a le silence du psycho-trauma qui emmure la victime et celui de la justice qui condamne si peu. Et ce 9 mars, il y a le silence que vient de briser le Département avec une étude coup de poing inédite en France.

<https://www.calameo.com/read/000634924309ed410ce79>

PROTECTION DES MAJEURS



Replay - Protection juridique des majeurs : l'éthique au cœur des pratiques

CREAI Hauts-de-France, 26/01/2023, 142 mn

https://www.youtube.com/watch?v=pvxk6_c634o

Cette journée a débuté par les témoignages de Murielle Hénon et Kevin Ferlin, intervenants pairs EPoP Hauts-de-France sur l'« Auto-détermination des personnes concernées ».

La conférence s'est poursuivie avec une intervention de Pierre BOUTTIER, MJPM – Formateur – chercheur Secteur Médico-Social sur l'« Éthique, pratiques et posture du PJM » et de Fabrice GZIL, Directeur adjoint de l'espace éthique Ile de France sur « Protéger les libertés et le pouvoir d'agir de la personne ».

TRAVAIL SOCIAL

Quand le sociologue Bertrand Ravon nous parle des épreuves que traversent les travailleurs sociaux

Dubasque.org, 31/03/2023

<https://dubasque.org/quand-bertrand-ravon-nous-parle-des-epreuves-que-vivent-les-travailleurs-sociaux/>

Invité à s'exprimer dans le cadre des entretiens du livre blanc du travail social, le sociologue Bertrand Ravon (professeur des universités, Lyon2) nous a parlé des défis à relever pour le travail social en fonction des épreuves que subissent les professionnels de l'aide.



[Vidéo] Adolescents en détresse, parents impuissants : quel accompagnement du professionnel ?

Yapaka.be, 31/03/2023, 5:58 mn

https://www.youtube.com/watch?v=iRG_RiMgbsl&t=2s

Un entretien avec Sophie Maes (05:45), pédopsychiatre.

Il n'est pas toujours facile pour un professionnel de trouver la juste place à donner aux parents des jeunes qu'il accompagne. Les jeunes eux-mêmes sont bien souvent en difficulté de s'ouvrir à leurs parents sur leur souffrance : peur de les inquiéter, peur de les voir s'effondrer, peur de les culpabiliser. Quant aux parents, l'absence d'informations sur ce qui se passe est une énorme source d'inquiétude et parfois d'angoisse.

Chaque situation étant singulière, le professionnel face à un adolescent en souffrance évalue la place à accorder aux parents. Cela se travaille bien souvent dans une alliance avec l'adolescent qui pourra petit à petit accepter de dire certaines choses, tout en préservant leur intimité. Parfois une thérapie familiale sera appropriée, tandis que dans d'autres situations, un suivi des parents seuls en parallèle du suivi de l'adolescent se révélera indispensable, le parent étant trop en souffrance lui-même et ne pouvant donc plus être un appui pour le jeune.

La bienveillance, une pratique qui ne se décrète pas / MERLIER Philippe

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 32-33

Après avoir distingué « bienveillance », « bienfaisance » et « bienveillance », et proposé de réanimer la notion de « bien-veillance », Philippe Merlier, chercheur en philosophie, montre comment l'idée de bienveillance a été dévoyée à la fois par son usage courant et par la rhétorique du néolibéralisme managérial.

« On en sait toujours plus après avoir écrit qu'avant »

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 26-27

Durant ses vingt-deux années d'exercice de direction, au sein d'organismes de formation en travail social puis d'une association gestionnaire du secteur, Philippe Crognier a entretenu, sans cesse, son plaisir d'écrire. Dans son livre « Carnets de travail d'un directeur dans le secteur social », il relate et approfondit quelques-unes des multiples annotations et réflexions qui ont jalonné sa carrière. Egalement titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation, il dresse un constat catégorique de l'usage de ses notes quotidiennes : « On en sait toujours plus après avoir écrit qu'avant. » En analysant les évolutions idéologiques, pratiques ou réglementaires du secteur, son ouvrage livre un savoir empirique. Surtout, il souligne l'importance de l'activité scripturale à tous les échelons du travail.

Pourquoi les travailleurs sociaux quittent-ils la territoriale ?

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 24/03/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/858476/departs-les-travailleurs-sociaux-racontent-pourquoi-ils-quittent-la-territoriale/>

Ras-le-bol ! Travailleurs sociaux, ils ont fui leur employeur territorial avec l'espoir de retrouver un sens à leur métier et de meilleures conditions de travail. Témoignages de professionnels engagés, mais épuisés.

Les conditions de travail des assistantes familiales passées au crible

Média social (Le), 20/03/2023

Le premier baromètre de la qualité de vie au travail des assistants familiaux montre "des résultats encourageants pour l'avenir de la profession". Non sans souligner les points noirs, en particulier sur les salaires, jugés "peu attractifs et inégalitaires".

Accès au baromètre :

<http://www.creaihd.fr/sites/www.creainpdc.fr/files/rapport-analyse-bqvt-anamaaf-nathalie-chapon.pdf>

Pour la formation des travailleurs sociaux, la réalité virtuelle devient réalité

Média social (Le), 14/03/2023

Douze écoles de travail social se sont associées pour concevoir des modules d'enseignement basés sur le numérique. De premiers "jeux sérieux" et "immersions professionnelles", sous casque de réalité virtuelle, viennent d'être présentées à l'IRTS Hauts-de-France.



Espace de contrainte, 01/2023, 48.22 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=omzUdfSLvoM>

Communication du sociologue Ahmed Nordine Touil lors de la journée d'étude ETSUP "Le travail de rue : de l'invisibilité à la présence", 17 janvier 2023.

Intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC), la parole aux personnes accompagnées / KOWALCZUK Sylvie

Revue française de service social, 2023, n° 288, p. 92-94

- Les raisons de la participation
- L'entraide mutuelle et la problématique commune sont un levier contribuant à réunir les conditions de l'espace sécurisé
- Le sentiment d'appartenance et le lien social émergent de l'ISIC
- La groupe favorise la confiance en soi qui contribue à la dynamique de changement

Aides financières : quels paradoxes pour le travail social ? / MOUNIER Marie-Geneviève, WINDSTRUP Christine

Revue française de service social, 2023, n° 288, p. 9-91

Les aides financières sont multiples et questionnent l'assistant-e de service social sur leur place dans ses missions, en particulier au regard de l'accompagnement. Ce numéro essaye de cerner les paradoxes de ces aides et du travail social.

La première partie expose le cadre juridique de ces aides, légales, extralégales, mais aussi celui des aides facultatives et des secours. Les aides en protection de l'enfance ont une certaine spécificité. La protection sociale et les aides sont le ref let d'une politique sociale, en France mais également à l'étranger. Elles sont en lien avec les cultures, les normes sociales. Les associations, par leur financement, complètent ou se substituent aux acteurs publics – un exemple d'une grande association est donné. La seconde partie témoigne de ces paradoxes en particulier en polyvalence de secteur, mais aussi dans le secteur de l'insertion, de l'éducation, de la prévoyance. L'assistant-e de service social, le travailleur social, est à la jonction des différentes temporalités. Il ou elle est également à la jonction de l'usager et de l'institution. Comment permettre à l'usager de garder ou de se réapproprier son autonomie, sa place dans la société ? Cette question suscite une réflexion, aussi bien en France qu'en Suisse ou au Sénégal, sur l'action du travailleur social, ainsi que sur le regard que les institutions portent sur lui.

https://www.anas.fr/RFSS-N-288-Aides-financieres-quels-paradoxes-pour-le-travail-social_a1994.html

Les plateformes d'accompagnement social en hôtel social : une organisation du travail déstabilisante pour les professionnelles de l'accompagnement / SEMPE Mathilde

Revue française des affaires sociales, 2022, n° 461, p. 37-59

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2022-4-page-37.htm>

À partir d'une recherche doctorale, cet article aborde les liens entre les évolutions organisationnelles dans le secteur social et le malaise ressenti par les professionnelles de l'accompagnement social. À partir d'une enquête ethnographique sur une plateforme d'accompagnement social à l'hôtel francilienne, il démontre d'abord comment le déplacement régulier des équipes, couplé aux demandes de restitution d'activité donne lieu à la multiplication des sources d'intensité du travail (demandes extérieures, pressions hiérarchiques, désorganisation temporelle de l'activité, tensions avec le public). Dans un deuxième temps, l'analyse se porte sur les conséquences de ces évolutions organisationnelles sur le vécu du travail. On montre comment le contexte hôtelier affaiblit le sens des accompagnements sociaux et conduit les travailleuses sociales à réaliser des tâches qui leur sont déléguées par divers partenaires du dispositif d'hébergement, créant un sentiment de dévalorisation de leur position. Enfin, dans le contexte de crise sanitaire, les modalités d'intervention font émerger la question de la fragilisation du collectif de travail et de son caractère potentiellement durable.

Groupes d'entraide mutuelle / Un modèle fragile et convoité

Actualités sociales hebdomadaires, 24/03/2023, n° 3300, p. 6-11

Nés en 2005, les GEM (groupes d'entraide mutuelle) ont pour vocation d'offrir aux personnes souffrants de troubles psychiques un espace de pair-aidance et d'autonomie éloigné du soin. Peu chers et faciles à monter, ils sont confrontés au risque d'être instrumentalisés, se transformant à leur corps défendant en structures médico-sociales qui ne disent pas leur nom.

- Paroles de GEM autogérés

- Groupes d'entraide mutuelle : « Il s'agit de les instituer, non de les institutionnaliser »? Jean-Yves Barreyre, sociologue et chercheur

<https://www.firah.org/fr/notice/1087/le-pouvoir-d-agit-des-gem-a-l-epreuve-de-la-crise-sanitaire.html>

Identité de genre : un enjeu de formation urgent pour le travail social

Média social (Le), 09/03/2023

Interpellés par les publics qu'ils accompagnent sur des questions de genre et/ou d'orientation sexuelle, nombre de travailleurs sociaux semblent aujourd'hui démunis face à ces questionnements. Manque de formation, sujets encore tabous... Institutions et écoles de travail social tentent, lentement, de pallier leurs lacunes, pour adapter leur positionnement.

Les « parcours de santé » à la croisée du social et du sanitaire : Une enquête à partir des expériences vécues des parents et des professionnels dans le cadre de l'accompagnement en santé mentale des enfants / TERRIER Eugénie

Conseil régional du travail social de Bretagne, 2022, 184 p.

<https://www.crts-bretagne.fr/index.php/travaux-du-crts-de-bretagne/27-articulations-social-sanitaire-parcours-de-sante/32-parcours-de-sante>

Ce rapport présente les résultats de la recherche réalisée dans le cadre de la saisine du Comité Régional du Travail Social de Bretagne au sujet de l'articulation entre le secteur social et le secteur sanitaire à partir de la notion de « parcours de santé » et des expériences des personnes accompagnées. Cette approche s'est appuyée sur différents travaux en sciences sociales et plus particulièrement en « géographie sociale de la santé » qui s'intéresse aux inégales possibilités des personnes à mobiliser des ressources dans leur accès aux soins et à l'aide sociale au sein de leur espace de vie.

VIOLENCES

Le Monde Consultations gynécologiques : pour un "consentement revisité"

Monde (le), 30/03/2023, p. 12

Saisi par Elisabeth Borne, le Comité national d'éthique appelle, dans un avis, à rebâtir la relation de confiance entre patientes et médecins.

<https://www.ccne-ethique.fr/node/539?taxo=44>

THE CONVERSATION Dénonciation publique de la maltraitance en gynécologie : une approche éthique / HIRSCH Emmanuel

TheConversation.com, 29/03/2023

<https://theconversation.com/denonciation-publique-de-la-maltraitance-en-gynecologie-une-approche-ethique-186091>

L'actualité est marquée par des plaintes pour viol dans le cadre d'exams gynécologiques. Ces pratiques médicales touchant à l'intime posent de nombreuses questions, dont l'éthique s'est emparée.

ACQUISITIONS

Le centre de ressources vous propose de découvrir [les nouvelles acquisitions](#) de février en lien avec nos spécialités Inclusion sociale, Enfance, Santé publique et Autonomie.

